

sera sûrement de même des pensions de vieillesse. C'est ce que nous a laissé entendre, il y a un jour ou deux, l'honorable ministre des Finances. En 1951, si nous maintenons le système actuel, nous dépenserons plus de 60 millions, sous ce chapitre.

De plus, il y a des besoins pressants dans le pays. Une foule de municipalités sont accablées par les contributions de chômage. Le Gouvernement fédéral sera obligé, tout probablement, de venir à leur secours et d'assumer une plus grande part de l'assistance de chômage, parce que la principale ressource des municipalités est sa taxation des biens immobiliers, et elle est tellement élevée à l'heure actuelle qu'elle ne peut être accrue. Récemment, les maires des villes de l'Ontario ont fait de sérieuses menaces au Gouvernement, cherchant un soulagement de leur fardeau. Cependant, le pays a déjà contribué pour l'allègement du chômage non moins de 600 millions.

Mais ce n'est pas tout. Les provinces de l'Ouest sont en danger de faillite. Elles ont été victimes de deux calamités en même temps: la sécheresse et la dépression. Nul doute qu'elles ont nos sympathies et que le Gouvernement fédéral se portera généreusement à leur secours, dans quelle mesure, je n'ose le dire. Toutefois, le montant nécessaire ne peut être que très élevé. Plus de la moitié du revenu du Manitoba est absorbé par l'intérêt sur sa dette, et plus de la moitié de la population de la Saskatchewan reçoit l'assistance de chômage. La commission Rowell dira, sans doute, quels sont les besoins essentiels des trois provinces de l'Ouest. Mais nous devons aider et nous le ferons sans murmurer.

C'est le moment le plus opportun de nous rappeler ce que l'Ouest a contribué dans le passé pour la prospérité et le bien-être du Canada. Son développement sans égal depuis le début du siècle a aidé, dans une grande mesure, à la croissance financière et industrielle du pays. En retour de ses constantes exportations de blé de nos rives, l'or a afflué au pays, de sorte que chacun de nous a pu jouir d'un plus grand confort. Nous pouvons ajouter que ce que l'Ouest a fait dans le passé, il pourra le répéter dans l'avenir. Le courage et l'optimisme des habitants de l'Ouest sont merveilleux. Leur courage et leurs plaines sont des trésors pour nous, tant au point de vue moral que matériel. Mais quel qu'ait été l'Ouest dans le passé, et quoi qu'il soit à l'avenir, il est encore plus important pour nous de considérer ce qu'il est actuellement. Les citoyens de l'Ouest font partie de notre famille canadienne. Ce fait même est suffisant pour justifier l'aide

L'hon. M. BEAUBIEN.

généreuse et sympathique que la nation peut accorder. L'esprit de l'Est, s'il existe, devrait être écarté et remplacé par l'esprit du Canada, qui seul peut permettre à ce pays de ne pas faillir à sa destinée.

Mais le contribuable ignoré craint à bon droit que cette aide additionnelle ne représente pour lui des taxes plus écrasantes. Comme je l'ai dit, la commission Rowell se prononcera sans doute à cet égard, mais, en attendant, nous ne pouvons oublier que depuis cinq ans l'échiquier a dû prêter à ces provinces la somme de 127 millions.

Le Gouvernement libéral a assumé un article du programme de son prédécesseur. Il a accepté l'assurance-chômage. S'il hésite, comme il le pourrait justement, à demander une modification de la constitution, contrairement à la volonté de certaines provinces, il procédera, sans doute, autrement, car il est difficile de revenir sur des mesures prises touchant une question de cette nature. Que coûtera cette nouvelle expérience, et quelle proportion de la population comprendra-t-elle, je l'ignore. Cependant, si le projet n'est pas plus considérable que celui que le Parlement a adopté en 1935, il imposera au trésor fédéral une dépense annuelle de plus de 50 millions. Il est bon que nous sachions ce que d'autres pays dépensent de ce chef. Puis-je appeler l'attention sur les déboursés actuels du gouvernement britannique? Voici quel est le dernier rapport annuel des dépenses d'Etat pour les œuvres sociales publiques en Grande-Bretagne, publié au mois de décembre dernier:

Payable aux ouvriers en vertu du projet d'assurance-chômage	£52,111,000
Allocations de chômage et paiements occasionnels (véritable "dole")	£46,855,000
	<hr/>
	£98,966,000

Ce montant équivaut à presque 500 millions de dollars. En nous plaçant au point de vue du chiffre de notre population, cela voudrait dire une dépense annuelle de 125 millions pour l'assurance-chômage au Canada. En supposant que les salaires et le mode de vie soient plus élevés chez nous qu'en Angleterre, cette somme de 125 millions devrait être regardée comme un minimum. De fait, notre dépense probable a été estimée de 150 et 165 millions.

Et ce n'est que le premier pas qui aura suivi de bien d'autres par la propagation au pays de la nouvelle philosophie des œuvres sociales. En réalité, après avoir assuré la sécurité à une partie de notre population urbaine, et avoir protégé la source de son existence, au moyen de quel argument équitable et pour combien de temps pourrons-nous refuser une